



Revue de presse
1^{er} au 15 mai 2022



Table des matières

Mission inclusion.....	3
<i>Rien à signaler</i>	4
Champs d'action au Québec.....	5
Verdir Saint-Michel un arbre à la fois	6
Journal de St-Michel – 2022-05-04 – p. 4.....	6
Jardiner à l'école pour une planète plus verte	8
Le Soleil de Châteauguay – 2022-05-05.....	8
Le CAPE de La Tuque met en place un jardin éducatif	9
Mon La Tuque – 2022-05-10.....	9
Un frigo Touski au Cégep de Sorel-Tracy	10
Les 2 Rives – 2022-05-10 – p. 38.....	10
Vaincre la pauvreté grâce aux experts du vécu	12
Hebdo Régional – 2022-05-11 – p. 11.....	12
Champs d'action à l'international.....	14
Le protectionnisme agricole aggrave la crise alimentaire	15
Le Monde – 2022-05-04 – p. ECO19.....	15
La pire sécheresse « jamais vécue » ravage la vie des nomades somali	18
La Presse – 2022-05-05 – p. ACTUALITÉS_23.....	18
L'Inde interdit les exportations de blé, le G7 s'alarme d'une aggravation de la crise	20
Radio-Canada – 2022-05-14.....	20
Sécheresse en Éthiopie : La famine guette des millions de personnes	22
La Presse + – 2022-05-15 – p. ACTUALITÉS_20.....	22
Actualité à surveiller.....	25
Nouveaux records dans le monde en 2021	26
La Presse – 2022-05-05 – p. ACTUALITÉS_23.....	26



Mission inclusion



Rien à signaler

[Retour à la table des matières](#)



Champs d'action au Québec



Verdir Saint-Michel un arbre à la fois

Journal de St-Michel – 2022-05-04 – p. 4

VERDISSEMENT ET PROPRETÉ

Verdir saint-michel un arbre à la fois

le 22 avril dernier, dans le cadre de la Journée de la terre, le député de Viau, Frantz Benjamin, a eu le plaisir d'annoncer la relance du projet Verdir Saint-Michel un arbre à la fois en partenariat avec PARI St-Michel, un acteur essentiel à l'amélioration de la qualité de vie de la population micheloise.

LE TEMPS FILE

Cette initiative a pour but de donner, à tous ceux qui le souhaitent, l'occasion d'obtenir un arbre à planter dans le but de verdir la circonscription de Viau. Le projet misera sur l'octroi d'arbres fruitiers afin d'encourager l'adhésion au verdissement, avec le double objectif de propager les arbres nourriciers.

«Ce projet permettra aux Micheloises et michelois de poser une action concrète qui contribuera grandement à la végétalisation de Saint-Michel. Il est impératif que tous développent un sentiment d'urgence face aux changements climatiques et nous devons agir ensemble pour rendre notre quartier plus vert.», a déclaré Frantz Benjamin.

ÎLOTS DE CHALEUR

Rappelons que l'urbanisation croissante du quartier Saint-Michel depuis les dernières années a accentué les îlots de chaleur sur le territoire. La plantation d'arbres aura donc une incidence positive localement et apportera un changement important pour la santé de la population.

«En plus d'aider au rafraîchissement du territoire et de réduire les effets des chaleurs accablantes, l'ajout d'arbres en grande partie fruitiers contribuera à notre stratégie d'autonomie alimentaire. Pour Saint-Michel, cette initiative est extraordinaire et je suis extrêmement heureux de pouvoir comp-



ter sur un allier comme monsieur Benjamin pour porter à bien cette mission.», a mentionné le directeur de PARI St-Michel, Eric J. Allen.

BOURSE DU DÉPUTÉ DE VIAU
EN PARTENARIAT AVEC LE SOMMET AFRO

5 BOURSES

- 2500\$ SANTÉ
- 1500\$ ÉDUCATION
- 1000\$ MÉMENTO

RESTONS CONNECTÉS

FRANTZ BENJAMIN
FRANTZ BENJAMIN, VIAU
THEYANTOEN LALONDE
DIRECTEUR GÉNÉRAL ADJOINT DE LA

Formulaire de candidature: <https://forms.office.com/r/4d0mZ0Nsteh>

PLAN DE PROPRETÉ 2022

Nouvelles réglementations dissuasives

L'arrondissement de VSF s'engage à poursuivre et à optimiser ses interventions en matière de propreté du territoire. Pour ce faire, un plan sera déployé dès le mois de mai, parallèlement au ménage de printemps qui prendra fin d'ici quelques semaines.

La sensibilisation reste au cœur de l'approche, mais le ton se durcit auprès des personnes contrevenantes, via la hausse du montant des amendes minimales et la création d'une patrouille de propreté.

«Tout le monde aime vivre dans un quartier propre. Mais pour que le quartier soit propre et qu'il le demeure, tout le monde doit faire sa part. L'arrondissement va continuer à assumer sa responsabilité et même bénéficier ses interventions, mais les citoyennes et citoyens doivent aussi contribuer aux efforts, ne serait-ce qu'en respectant la réglementation. Donc, oui, les amendes seront plus salées dans un esprit de dissuasion, mais des efforts de sensibilisation seront faits en amont. Parce que c'est une question de respect, des autres et des règles.», a déclaré Laurence Lavigne Lalonde, mairesse de l'arrondissement de Villeneuve-Saint-Michel-Pare-Extension.

LES CONTREVENANTES PLUS DUREMENT SANCTIONNÉES

Des modifications réglementaires relatives à la propreté et au crime ont été adoptées,

hier soir, lors du conseil d'arrondissement afin de dissuader les mauvais comportements constatés par les inspecteurs sur le territoire. D'une part, en augmentant significativement le seuil des amendes minimales et, d'autre part, en apportant des modifications réglementaires au règlement afin d'en faciliter l'application et de prévenir l'arrondissement de contestation abusive.

Les personnes contrevenantes s'exposent à une amende de 250 \$ pour une première infraction et à 500 \$ pour une récidive, tandis que les personnes morales se verront remettre une première contravention minimale de 500 \$ et de 1000 \$ en cas de récidive.

À l'heure actuelle, le montant minimal d'une amende pour une citoyenne ou un citoyen s'élève à 100 \$ pour une première infraction avant de passer à 300 \$ en situation de récidive. Pour les personnes morales, le montant minimal est de 200 \$ pour une première infraction et passe à 600 \$ en cas de récidive.

Vos titres de transport collectif changent



Assistez à l'une des rencontres d'information virtuelles les 24 et 25 mai à 19 h

Pour participer → artm.quebec/inscrivezvous

ARTM Autorité régionale de transport métropolitain

Le 22 avril dernier, dans le cadre de la Journée de la terre, le député de Viau, Frantz Benjamin, a eu le plaisir d'annoncer la relance du projet Verdir Saint-Michel un arbre à la fois en partenariat avec PARI St-Michel, un acteur essentiel à l'amélioration de la qualité de vie de la population micheloise.

LE TEMPS FILE Cette initiative a pour but de donner, à tous ceux qui le souhaitent, l'occasion d'obtenir un arbre à planter dans le but de verdir la circonscription de Viau. Le projet misera sur l'octroi d'arbres fruitiers afin d'encourager l'adhésion au verdissement, avec le double objectif de propager les arbres nourriciers.

«Ce projet permettra aux Micheloises et michelois de poser une action concrète qui contribuera grandement à la végétalisation de Saint-Michel. Il est impératif que tous développent un sentiment d'urgence face aux changements climatiques et nous devons agir ensemble pour rendre notre quartier plus vert.», a déclaré Frantz Benjamin.

ÎLOTS DE CHALEUR Rappelons que l'urbanisation croissante du quartier Saint-Michel depuis les dernières années a accentué les îlots de chaleur sur le territoire. La plantation d'arbres aura



donc une incidence positive localement et apportera un changement important pour la santé de la population.

«En plus d'aider au rafraîchissement du territoire et de réduire les effets des chaleurs accablantes, l'ajout d'arbres en grande partie fruitiers contribuera à notre stratégie d'autonomie alimentaire. Pour Saint-Michel, cette initiative est extraordinaire et je suis extrêmement heureux de pouvoir compter sur un allier comme monsieur Benjamin pour porter à bien cette mission.», a mentionné le directeur de PARI St-Michel, Eric Jr Allen.

[Retour à la table des matières](#)



Jardiner à l'école pour une planète plus verte

Le Soleil de Châteauguay – 2022-05-05

Par : Jules Gauthier

<https://www.cybersoleil.com/jardiner-a-lecole-pour-une-planete-plus-verte/>

Un nouveau projet scolaire de l'école primaire Saint-Joseph à Mercier permettra aux élèves d'être sensibilisés à la sécurité alimentaire en apprenant à gérer les étapes du cycle de compostage, à récupérer l'eau de pluie et à planter et récolter des légumes.

Ce projet au long cours, qui est le fruit d'une collaboration entre l'école primaire Saint-Joseph et la Ville de Mercier, a été initié afin d'enseigner aux élèves d'où viennent les aliments et comment il est possible d'éviter le gaspillage de nourriture tout en ayant une fibre entrepreneuriale.

« Mon Dieu que je suis contente de vous voir aujourd'hui les enfants, vous êtes notre avenir, on a besoin de sécurité alimentaire et c'est un bon début que l'on a ici! On a besoin de protéger notre environnement, car c'est vous qui allez en hériter », a rappelé la mairesse de Mercier, Lise Michaud, devant un parterre d'enfants et de parents réunis dans la cour de récréation de l'établissement le 4 mai.

Selon elle, ce projet scolaire est une belle façon de montrer aux plus jeunes comment fonctionne le processus qui mène les aliments à nos assiettes.

Un jardin extérieur

L'idée d'un petit jardin extérieur géré par les élèves revient à Chantal Pilon, directrice de l'école Saint-Joseph. Après avoir fait part à la Ville qu'elle souhaitait aller de l'avant avec cette initiative, la municipalité a décidé de fournir les bacs à plantes en bois, le composteur et le baril de récupération d'eau, indique-t-elle. « La Ville s'est vraiment investie et cela a pris de l'ampleur, sans eux ça aurait peut-être pris trois à quatre ans pour le faire ».

Perdurer dans le temps

Mme Pilon a confié au Journal qu'elle souhaitait que l'initiative se transforme aussi en projet entrepreneurial avec le surplus des récoltes escomptées. « Je veux que nos enfants apprennent à faire de la publicité, à déterminer des prix et à faire un budget. Cette activité scolaire interdisciplinaire se déploiera sur plusieurs années avec l'aide des parents », a-t-elle fait savoir.

La directrice prévoit notamment faire l'acquisition de grandes serres qui seront installées dans la cour d'école et qui pourraient permettre d'étendre les activités horticoles des élèves tout au long de l'année.

[Retour à la table des matières](#)



Le CAPE de La Tuque met en place un jardin éducatif

Mon La Tuque – 2022-05-10

Par : Danick Julien

<https://monlatuque.com/le-cape-de-la-tuque-met-en-place-un-jardin-educatif/>

Le Centre d'Activités Populaires et Éducatives (CAPE) de La Tuque met en place son jardin éducatif cette année dans le but d'apporter un support pédagogique pour ceux et celles qui n'auraient pas eu la chance d'apprendre à jardiner.

À la base, le CAPE offre de l'aide en éducation que ce soit en mathématique ou en français aux citoyens, peu importe leur âge. Selon Carla, coordinatrice de projet au CAPE, ces apprentissages peuvent aider le participant à améliorer ses conditions de vie. C'est dans cette ligne d'idée que le CAPE a décidé de lancer son jardin éducatif. En effet, plusieurs connaissances en matière de sécurité alimentaire peuvent être acquises pour ceux et celle qui n'ont jamais cultivé d'aliments. On entend Carla Lavigne à ce sujet :

Pour ceux qui souhaiteraient en apprendre plus sur le Jardin du CAPE, il est possible de joindre le projet ce jeudi 12 mai pour assister à un atelier de semis.

Finalement, Le Centre d'Activités Populaires et Éducatives invite la population le 18 mai à 18h pour un événement important concernant le projet. La population pourra en apprendre plus sur les activités du CAPE. Il y aura également des prix de présences remis aux participants.

[Retour à la table des matières](#)



Un frigo Touski au Cégep de Sorel-Tracy

Les 2 Rives – 2022-05-10 – p. 38

Un frigo Touski au Cégep de Sorel-Tracy

La Fondation du Cégep de Sorel-Tracy et le comité vert du Collège, avec la collaboration des membres de la Table en sécurité alimentaire Pierre-De Saurel (TASA), ont inauguré, le 28 avril dernier, un frigo communautaire Touski au Cégep de Sorel-Tracy.

Ce dernier est situé tout près du Centre sportif du Collège, à l'entrée 17, face au boulevard de Tracy. Le frigo sera accessible tous les jours pendant les heures d'ouverture

régulières du Cégep, et ce, pour les sessions d'automne et d'hiver.

L'objectif de ce projet est d'éviter le gaspillage alimentaire et d'aider la clientèle plus vulnérable qui fréquente l'établissement d'enseignement supérieur. «La communauté collégiale est essentiellement visée par cette initiative. Nous invitons les gens à se servir et à venir y porter des aliments», a expliqué la directrice générale de la Fondation, Myriam Arpin.



Des représentants de la Fondation du Cégep de Sorel-Tracy, du Cégep de Sorel-Tracy, du comité vert ainsi que des étudiants ont inauguré le Frigo Touski. Photo: gracieu.net

RENÉ SALVAS EXCAVATION inc.

OPÉRATEUR DE MACHINERIE LOURDE

AVEC EXPÉRIENCE POUR TRAVAUX D'EXCAVATION ET AUTRES.

Salaires : à discuter, selon l'expérience.

Contactez René Salvas au :
renesalvasexcavation@videotron.ca ou
par téléphone au : 450 743-1818 ou 450 780-3180
130, rue Plante, Sorel-Tracy (Québec) J3P 7P5

Le frigo communautaire Touski pourra donc accueillir les dons d'épicerie locales, de restaurateurs, de CPE ou de garderies en milieu familial, comme des surplus maraîchers et d'événements ponctuels. Les seuls aliments interdits sont les viandes, poissons et fruits de mer crus, les aliments déjà entamés ou périmés ainsi que les restants de table ou les plats faits « maison », puisque le frigo est encadré par les normes de salubrité du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec.

Selon la responsable du comité vert du Cégep, André Chartier, «la collaboration avec la communauté s'avère un élément clé du succès de ce projet. En plus de favoriser l'entraide, le frigo Touski permettra d'éviter le gaspillage alimentaire qui représente un problème réel au niveau de l'émission des gaz à

effet de serre, tout en permettant une économie financière aux utilisateurs et utilisatrices. Bref, ce projet représente un très beau modèle d'économie circulaire pour la relève».

« Nous sommes très fiers d'être dans notre grand petit cégep. Que notre personnel collabore autant pour le bien-être d'autrui, ça me rend très fier. J'espère que les étudiants, les enseignants et les employés viendront se servir et qu'ils garniront le frigo sans gêne! Ainsi, le projet pourra se développer davantage et perdurer dans le temps. J'en profite également pour remercier la Table en sécurité alimentaire Pierre-De Saurel ainsi que tous les autres partenaires et membres de la communauté qui contribueront au Frigo Touski », conclut la directrice générale du Cégep de Sorel-Tracy, Stéphanie Desmarais.

J.R.M.



RECHERCHE FRIGORISTE

4210, Marie-Victorin, Sorel-Tracy • 450 855-1776 • www.climatisationjimmychasse.ca



JOURNÉE PORTES OUVERTES
à notre usine de Saint-Denis

14 mai 2022 de 10h à 15h • Venez nous rencontrer !

- Quarts de jours, de soirs et de nuits
- Postes temporaire, temps plein et temps partiel
- Assurances collectives
- Possibilités d'avancements
- Prime et bien plus !

Avec ou sans CV

540 Ch. des Patriotes, Saint-Denis-sur-Richelieu, QC J0H 1K0

bonduelle-emploi.com

La Fondation du Cégep de Sorel-Tracy et le comité vert du Collège, avec la collaboration des membres de la Table en sécurité alimentaire Pierre-De Saurel (TASA), ont inauguré, le 28 avril dernier, un frigo communautaire Touski au Cégep de Sorel-Tracy.

Ce dernier est situé tout près du Centre sportif du Collège, à l'entrée 17, face au boulevard de Tracy. Le frigo sera accessible tous les jours pendant les heures d'ouverture régulières du Cégep, et ce, pour les sessions d'automne et d'hiver.

L'objectif de ce projet est d'éviter le gaspillage alimentaire et d'aider la clientèle plus vulnérable qui fréquente l'établissement d'enseignement supérieur. «La communauté collégiale est essentiellement visée par cette initiative. Nous invitons les gens à se servir et à venir y porter des aliments», a expliqué la directrice générale de la Fondation, Myriam Arpin.

Le frigo communautaire Touski pourra donc accueillir les dons d'épicerie locales, de restaurateurs, de CPE ou de garderies en milieu familial, comme des surplus maraîchers et



d'événements ponctuels. Les seuls aliments interdits sont les viandes, poissons et fruits de mer crus, les aliments déjà entamés ou périmés ainsi que les restants de table ou les plats faits «maison», puisque le frigo est encadré par les normes de salubrité du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec.

Selon la responsable du comité vert du Cégep, Andrée Chartier, «la collaboration avec la communauté s'avère un élément clé du succès de ce projet. En plus de favoriser l'entraide, le frigo Touski permettra d'éviter le gaspillage alimentaire qui représente un problème réel au niveau de l'émission des gaz à effet de serre, tout en permettant une économie financière aux utilisateurs et utilisatrices. Bref, ce projet représente un très beau modèle d'économie circulaire pour la relève!». «Nous sommes tissés serrés dans notre grand petit cégep. Que notre personnel collabore autant pour le bien-être d'autrui, ça me rend très fière. J'espère que les étudiants, les enseignants et les employés viendront se servir et qu'ils garniront le frigo sans gêne! Ainsi, le projet pourra se développer davantage et perdurer dans le temps. J'en profite également pour remercier la Table en sécurité alimentaire Pierre-De Saurel ainsi que tous les autres partenaires et membres de la communauté qui contribueront au Frigo Touski», conclut la directrice générale du Cégep de Sorel-Tracy, Stéphanie Desmarais.

[Retour à la table des matières](#)



Vaincre la pauvreté grâce aux experts du vécu

Hebdo Régional – 2022-05-11 – p. 11

Par : Frédéric Desjardins

Vaincre la pauvreté grâce aux experts du vécu

FRÉDÉRIC DESJARDINS

desjardins@ledevoirprogres.ca

COMMUNAUTÉ. Le Groupe de réflexion et d'action sur la pauvreté (GRAP) Chaudière-Appalaches, en collaboration avec l'ACEF Appalaches-Beauce-Etchemins, lance le projet Vaincre la pauvreté: ensemble et AVEC.

Cette initiative consiste en une tournée régionale de formations, sur l'approche L'AVEC, pour faire ensemble du Collectif pour un Québec sans pauvreté, auprès des personnes désirant s'impliquer comme expert de vécu. Dans un comité régional, dont les membres proviendront de l'ensemble des MRC en Chaudière-Appalaches, elles porteront leur voix à travers des projets de logements abordables et de mobilité.

«L'approche AVEC, c'est l'inclusion de personnes vivant en situation de pauvreté dans les instances décisionnelles. Cette implication, en plus de contrer les préjugés entourant leurs réalités, permet de travailler sur des projets ciblés et en fonction des besoins réels de la population visée, comme améliorer le transport collectif et augmenter le nombre de logements abordables, en collaboration avec les organismes de défense des droits concernés par ces questions», indique Diane Bilodeau, chargée



Augmenter le nombre de logements abordables est un point important de ce nouveau projet social.

(Photo: L'Écho-Progres - Archives)

de projet à la mobilisation au GRAP Chaudière-Appalaches.

Le projet est rendu possible grâce à un financement de 70000 \$ issu du Fonds québécois d'initiatives sociales (FQIS), dans le cadre de l'Alliance pour la solidarité, en collaboration avec le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale.

Les personnes intéressées à participer au projet, ou souhaitant obtenir plus de renseignements, doivent communiquer avec Diane Bilodeau au 418 281-4507 ou à mobilisation@acef-abe.org.

Association des propriétaires de boisés de la Beauce

Opposition aux primes de dégel envers les transporteurs

FRÉDÉRIC DESJARDINS

desjardins@ledevoirprogres.ca

FORÊTS. Au moment où les bas inventaires de bois rond sont liés aux prix élevés du bois d'œuvre, certaines usines paient des primes de dégel directement aux transporteurs. L'Association des propriétaires de boisés de la Beauce (APBB) s'oppose à cette mesure au nom des producteurs forestiers.

Selon le syndicat, la période de dégel limitant la capacité portante des camions et la hausse importante du prix du diesel accroissent le coût du transport du bois des producteurs. Cependant, ces hausses de coûts ne se limitent pas à celles assumées par les transporteurs.

«Le producteur paie plus cher pour récolter et transporter son bois, alors que l'entrepreneur forestier voit ses coûts d'opération augmenter tout comme le transporteur. Il en va de même

pour le scieur qui achète le bois des producteurs livré dans sa cour d'usine. Toute la chaîne d'approvisionnement en subit les impacts, sans exception», explique l'APBB par voie de communiqué.

Visant initialement à dédommager les transporteurs pour la livraison de voyages à taille réduite, ces primes induiraient des conséquences néfastes pour l'ensemble de la chaîne de valeurs.

«Comptant sur ces primes, les transporteurs peuvent tenter de diriger le bois du producteur vers une usine plus éloignée ou qui rémunère moins bien, sans égard au revenu net que retirera le producteur une fois les billets livrés. Cette pratique s'apparente directement à une prime payée au transporteur, comme cela se fait parfois en dehors du dégel», dit l'APBB.

NUIRE À LA MISE EN MARCHÉ

Le syndicat estime que cette pratique nuit ultimement à la mise en marché efficace et ordonnée du bois des producteurs, en accroissant l'opacité sur les marchés et en empêchant les producteurs de maximiser leurs revenus nets.

«N'étant pas au courant des primes versées aux transporteurs par les scieries, les producteurs pourraient parfois les payer une deuxième fois pour le service rendu, sans le savoir. Pourquoi les scieries proposent-elles des primes qui n'avantagent qu'un seul maillon de la chaîne de valeur, alors que tout le monde subit les impacts du dégel et des hausses de carburant?», se questionne l'APBB.

Ces primes aux transporteurs élimineraient une bonne partie des hausses de prix consenties aux producteurs pour leurs billets, à terme, décourageraient la production de bois. L'APBB exige donc que les scieries augmentent les prix offerts aux producteurs pour du bois livré à l'usine, en incluant directement les primes liées au carburant et au dégel.

«Il s'agit, à notre avis, du meilleur moyen pour inciter les producteurs, qui sont les propriétaires de la ressource, à récolter et diriger le bois vers les usines qui leur offrent le meilleur revenu net», conclut l'association.



Cette pratique en transport nuit à la mise en marché efficace et ordonnée du bois des producteurs selon l'APBB.

(Photo: gillescoeur - APBB)



1 CÉGEP
3 CAMPUS
19 PROGRAMMES



UN PARCOURS À TON IMAGE

Il est encore possible de t'inscrire pour la session d'automne!

cegepba.qc.ca
f i o t n

COMMUNAUTÉ. Le Groupe de réflexion et d'action sur la pauvreté (GRAP) Chaudière-Appalaches, en collaboration avec l'ACEF Appalaches-Beauce-Etchemins, lance le projet Vaincre la pauvreté:ensemble et AVEC. Cette initiative consiste en une tournée régionale de formations, sur l'approche L'AVEC, pour faire ensemble du Collectif pour un Québec sans pauvreté, auprès des personnes désirant s'impliquer comme expert de vécu. Dans un comité régional, dont les membres proviendront de l'ensemble des MRC en Chaudière-Appalaches, elles porteront leur voix à travers des projets de logements abordables et de mobilité.

«L'approche AVEC, c'est l'inclusion de personnes vivant en situation de pauvreté dans les instances décisionnelles. Cette implication, en plus de contrer les préjugés entourant leurs



réalités, permet de travailler sur des projets ciblés et en fonction des besoins réels de la population visée, comme améliorer le transport collectif et augmenter le nombre de logements abordables, en collaboration avec les organismes de défense des droits concernés par ces questions», indique Diane Bilodeau, chargée de projet à la mobilisation au GRAP Chaudière-Appalaches. Le projet est rendu possible grâce à un financement de 70 000 \$ issu du Fonds québécois d'initiatives sociales (FQIS), dans le cadre de l'Alliance pour la solidarité, en collaboration avec le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale.

Les personnes intéressées à participer au projet, ou souhaitant obtenir plus de renseignements, doivent communiquer avec Diane Bilodeau au 418 281-4507 ou à mobilisation@acef-abe.org.

[Retour à la table des matières](#)



Champs d'action à l'international



Le protectionnisme agricole aggrave la crise alimentaire

Le Monde – 2022-05-04 – p. ECO19

Par : Julien Bouissou

Le Monde
MERCREDI 4 MAI 2022

Le protectionnisme agricole aggrave la crise alimentaire

Alors que les cours des matières premières flambent, les restrictions aux exportations se multiplient, accentuant les tensions sociales

L'Américain McDonald's n'échappe pas à la crise alimentaire. La chaîne de restauration rapide a annoncé début avril qu'elle a commencé à rationner les tranches de tomates dans ses hamburgers en Angleterre. Une pénurie provoquée par la baisse de la production aux Pays-Bas et par l'arrêt des exportations depuis le Maroc, qui veut contenir la hausse des prix de ce fruit très consommé pendant le ramadan. Alors que les prix des denrées alimentaires ont augmenté à l'effrit, de nouveaux sans précédent depuis 2008, les restrictions aux exportations se multiplient dans le monde. Dix-sept pays en ont imposé en dernières semaines, contre trois seulement au lendemain de l'invasion de l'Ukraine par la Russie, le 24 février, selon l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (International Food Policy Research Institute, Ifpri), bloquant ainsi les exportations de l'équivalent de 72,5 % des calories échangées dans le monde.

« Production stable » Les pommes de terre ne peuvent plus sortir d'Iran, les haricots et l'huile de moulin restent bloqués en Turquie. Alors que le commerce d'huile de tournesol est perturbé par la guerre russe en Ukraine (les deux pays contrôlent 80 % de la production mondiale), l'Indonésie a annoncé fin avril des restrictions sur les exportations d'huile de palme, utilisée dans certaines pâtes à tartiner ou le short-pastry. Dans certains pays, les populations urbaines qui coiffent la hausse des prix alimentaires ont un poids politique plus important

Selon la Banque mondiale, « des pays à bas revenus vont faire face à des risques de famine et de malnutrition »

« Les agriculteurs ou les propriétaires terriens, explique David La Bourde, chercheur à l'Ifpri, ont des mesures de restriction permettent de faire baisser les prix sans rien coûter au gouvernement. » Celles-ci bénéficient aux consommateurs locaux, tout en augmentant les cours et la volatilité des marchés dans le reste du monde. A cela s'ajoute la hausse du prix du grain, dont la production dépend du gaz naturel, et les perturbations du transport maritime qui augmentent les tarifs du fret. « Au cours des prochaines années, de nombreux pays à bas revenus en Afrique du Nord, en Asie et au Proche-Orient feront face à des risques de famine et de malnutrition », affirme la Banque mondiale dans son rapport Commodity Markets Outlook, publié fin avril. L'institution sise à Washington a calculé que les prix alimentaires avaient augmenté de 84 % entre avril 2020 et mars 2022. « Les restrictions aux exportations peuvent aussi avoir des effets pervers sur la production locale, ajoute M. Laboude. Car les agriculteurs qui ne tirent pas profit des cours mondiaux élevés doivent tout de même payer des engrais plus chers et peuvent être tentés de moins planter pour les

récoltes suivantes. » Dans le commerce de produits agricoles non périssables, les coopératives ou les négociants peuvent même choisir de ne rien vendre en attendant la levée des restrictions aux exportations. Une situation qui diminue l'offre et aggrave la crise alimentaire. « Pour l'instant, la production agricole est relativement stable et il n'y a pas de pénurie, affirme Arnaud Petit, le directeur exécutif du Conseil international des céréales (CIC), une organisation intergouvernementale basée à Londres. Les risques de crise alimentaire sont plutôt liés à l'augmentation des tarifs et au déclin des chaînes d'approvisionnement. » Faciliter l'information Selon l'OIEC, le commerce mondial de blé devrait se situer aux alentours de 193 millions de tonnes en 2022 et 2023, un niveau inférieur d'à peine un million de tonnes par rapport à avant la guerre en Ukraine. Les exportations de denrées alimentaires en provenance de Russie ne sont pas visées par les sanctions et l'Ukraine parvient à utiliser deux ports sur la mer Noire ainsi que le transport ferroviaire. Les approvisionnements de blé en provenance des deux pays sont certes diminués, mais ils devraient être en grande partie compensés par une hausse des exportations depuis l'Indonésie. « Le commerce est une composante essentielle de la sécurité alimentaire », explique Léonid Senet, le directeur de la division de l'agriculture et des produits de base à l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Les restrictions aux

exportations ne sont autorisées que si elles sont temporaires et que la situation intérieure l'exige. » Clotaire Abraham Brezina, l'ambassadeur du Costa Rica auprès de l'OMC, chargé des négociations sur l'agriculture, devrait exhorter les pays membres de l'organisation à « réinterpréter leurs engagements » lors de la Conférence interministérielle prévue en juillet. L'une des propositions consiste à exempter le Programme alimentaire mondial des mesures de restriction. Les craintes de pénurie doivent aussi être dissipées pour éviter d'exaspérer le protectionnisme agricole. « Quand les marchés sont nerveux, les prix augmentent de manière inquiétante », a expliqué récemment Marion Jansen, directrice du département commerce et agriculture à l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), lors d'une réunion de l'OMC consacrée à la sécurité alimentaire. Pour éviter que les décideurs politiques ne restreignent les exportations et que la hausse des prix se poursuive, il faut encourager l'utilisation du système d'information sur les marchés agricoles. Ce système mis au point par plusieurs organisations internationales dont l'OCDE fournit une information précise et transparente pour éviter que les États cèdent à la panique. M^{rs} Jansen a regretté que le chiffre de 10 % des exportations mondiales de blé assurées par la Russie et l'Ukraine, largement relayés dans les médias, ait déclenché la crainte d'une famine. « Les banques centrales sont prêtes quand la parité d'inflation, les consommateurs n'ont pas fait de manger son pain noir. La guerre en Ukraine a amplifié un

JULIEN BOUISSOU

ÉCONOMIE & ENTREPRISE | 19

La hausse des prix s'accélère nettement en supermarché

Dans l'alimentaire, les tarifs ont progressé de 3 % en avril, dont 15,3 % pour les pâtes

La valeur des étiquettes s'est accélérée, en avril, dans les supermarchés. Pâtes, huile, farine, steaks hachés, café, beurre, poulet, semoule... La liste des produits dont les prix flambent ne cesse de s'allonger. « L'inflation va recroquer. Elle a atteint, en moyenne, 3 % en avril sur les produits alimentaires, contre 1,2 % en mars », affirme Emily Mayer, de l'Institut de recherche et d'innovation (IRI), qui scrute les achats des consommateurs après leur passage en caisse des super et des hypermarchés. Selon les données publiées, mardi 3 mai, par l'IRI, les pâtes sont en tête des plus fortes hausses relevées en avril, avec un bond de 15,3 % des tarifs sur un an. Elles sont suivies de près par les steaks hachés surgelés, dont les prix ont augmenté de 14,1 %. La progression est quasi similaire pour la farine, quand elle atteint 10 % pour les huiles. Puis viennent le café (+ 8,2 %), la semoule (+ 7,5 %), le beurre (+ 5,4 %), la volaille (+ 4,2 %) et les œufs (+ 3,9 %). Dans ce contexte haussier, rares sont les produits alimentaires en déflation. L'IRI met toutefois en exergue le jambon blanc, dont le prix a baissé de 1,3 % sur cette période.

Explosion de grappe aviaire Cette augmentation moyenne de 3 % des produits alimentaires est en ligne avec le résultat des négociations commerciales entre industriels et distributeurs, qui fixent les tarifs annuels des produits à marque nationale, achetés fin février. Les premiers effets se sont fait sentir en mars, avant de s'accroître en avril. Hélas, le consommateur n'a pas fait de manger son pain noir. La guerre en Ukraine a amplifié un

phénomène déjà prégnant de progression généralisée des cours du pétrole, du gaz, des céréales, des huiles, du transport, des emballages. A cela s'ajoute, pour la France, une épizootie de grippe aviaire d'une ampleur inégale, qui réduit le nombre de volailles et laisse présager une baisse sensible de la production de poulets et d'œufs. Un plan de résilience Dans ce contexte, le gouvernement a annoncé un plan de résilience, qui prévoit notamment la réouverture des négociations commerciales. Il répondra à une demande pressante des industriels, qui exigent de nouvelles revalorisations tarifaires. Ainsi, la filière volaille réclame une nouvelle hausse de 20 % sur le poulet commercialisé des huiles, demande 10 % de plus. Industriels et distributeurs se sont donc réunis autour de la table des négociations, mineurs, pour réviser leurs contrats commerciaux. Mais, fin avril, la tension est remontée d'un cran. La Coopération agricole et l'Association nationale des industries alimentaires ont publié un communiqué commun, jeudi 28 avril, pour dénoncer l'attitude de certaines entreprises, qui selon leurs dires, malgré la signature d'une charte d'engagement, jouent la montre et ignorent leurs demandes. « Les entreprises attendent de voir l'évolution du comportement d'achat des consommateurs face à la crise de l'inflation des prix », estime M^{rs} Mayer. D'ores et déjà, elle table sur un nouveau puller de hausse des produits alimentaires de 5 % au début de l'été. ■

LAURENCE GIBAUD

Les vagues de pénuries pèsent lourdement sur l'industrie automobile

Perturbée par le reconfinement de Shanghai, la production s'est effondrée en avril

En plein plongeon de plus pour le marché automobile français : en avril, les immatriculations de voitures neuves ont reculé de 22,28 % sur un an, faisant s'éloigner encore davantage les perspectives de rebond. Les baisses s'accroissent depuis juin 2020 dans l'Hexagone. Pour les quatre premiers mois de 2022, la chute des ventes atteint 18,6 %. AAA Data, société d'analyse de données du secteur, résume ainsi la situation : « La succession et la superposition de crises mondiales continuent à peser sur le marché automobile en avril. » Au choc de la crise liée au Covid-19 (début 2020) en effet succède la pénurie de semi-conducteurs (début 2021), à laquelle s'est ajoutée la guerre en Ukraine (depuis le 24 février) et désormais le regain de Covid-19 en Chine (début fin mars). La France n'est pas seule dans cette situation. Les immatriculations de voitures neuves ont affiché un recul de 17 % au premier trimestre en Europe, dont -20 % pour mars. Elles ont aussi baissé de 22,1 % en mars aux États-Unis, de 18 % au Japon et de 10 % en Chine. La berline du marché ne serait donc le fruit d'un problème durable de production. Les pièces manquent pour fabriquer les voitures : en un lot de semi-conducteurs

teurs pour des systèmes de freinage ABS. Les composants en plastique d'un tableau de bord, alléant des câbles, le cabinet de land Berger a fait les comptes pour 2020, 2021 et en extrapolant pour 2022. L'estime qu'en Europe la perte de production pourrait atteindre les 12 millions de véhicules en trois ans, si on compare avec 2019. « C'est bien en de hors des tentes de renouvellement du parc », observe Olivier Hanouille, conseiller associé au cabinet mouchon. C'est explique que les difficultés du marché du neuf aient atteint par contagion, depuis cette année, le marché des voitures d'occasion. « C'est le grand flou » Comment la situation peut-elle évoluer ? « C'est le grand flou », résume Janet Taganza, associé fondateur d'Inovec, plate-forme d'analyse spécialisée dans l'automobile. « On pense que ça se calmait au milieu de cette année, on en est loin », ajoute Alexandre Marian, directeur pour la France du cabinet de conseil Altartiers. Les experts s'envisagent pas de retour à la normale avant 2024. Chez Renault on confirme cette instabilité. « Pour les deux dernières années, nous ne pouvons pas garantir la production de nos véhicules », déclare le directeur de la division des ventes, Christiane Schmitt. Les pièces manquent pour fabriquer les voitures : en un lot de semi-conducteurs

ne veut pas dire que cela mixe, vient de dire depuis un an et demi. » La guerre russo-ukrainienne a considérablement détérioré la situation. D'abord, l'Ukraine était l'un des derniers maîtres de production de faisceaux de câbles électriques, en particulier pour les constructeurs allemands. Les principaux producteurs (Leon, Agnir, Samsonite, Yazaki) étaient très présents dans ce pays à très bas tarifs. La Chine a aussi une industrie de main-d'œuvre. « Cela va prendre deux à six mois de reculer la production », précise M. Hanouille. Le conflit aussi fait monter la tension sur des métaux comme le palladium, indispensable aux pots catalytiques, ou comme le nickel, nécessaire à la production des aciers inoxydables et l'un des quatre composants clés des batteries des véhicules électriques. Ensuite, des risques de pénurie de néon (les deux principaux fabricants sont ukrainiens), pourraient compliquer la remontée des capacités de production de semi-conducteurs, ce gaz rare étant indispensable dans le processus de fabrication des puces de silicium. Enfin, « la fermeture du robinet de gaz russe va impacter les grands chimistes allemands comme BASF ou Bayer, explique M. Taganza. Cela ajoute un risque

potentiel sur la production des pièces en plastique ». Et comme si ce n'était pas suffisant, la Chine vient de se reconfiner partiellement, en particulier dans la région de Shanghai, plaque tournante du commerce mondial, créant des embouteillages dans le trafic de porte-conteneurs. « Le résultat, c'est une grave perturbation de la chaîne d'approvisionnement », souligne M. Marian. Chez Stellantis, on déclare : « Nous ne sommes pas sûrs de savoir quand la parité d'inflation, les consommateurs n'ont pas fait de manger son pain noir. La guerre en Ukraine a amplifié un

ERIC MÉZAT

14 MILLIARDS

C'est, en euros, le montant des nouvelles aides que l'État va déployer pour faire face à la flambée des prix de l'énergie, a annoncé, lundi 2 mai, le premier ministre, Mario Draghi. Elles s'ajoutent aux 15,2 milliards déjà prévus, ce qui monterait l'enveloppe totale à près de 30 milliards d'euros. Un décret prévoit un bonus de 200 euros pour 20 millions d'habitants, dont des redevances inférieures à 3000 euros annuels et des crédits d'impôts pour les PME éligibles. La réduction de TVA sera prolongée jusqu'au 8 juillet.

Automobile

BMW et Mercedes-Benz vendent leur service commun de partage à Stellantis Les deux géants de l'automobile allemande ont annoncé, mardi 3 mai, un accord pour céder leur entité commune dans l'autopartage (Share Now) au français Stellantis, pour se concentrer sur d'autres offres partagées de mobilité. L'opération est soumise à l'approbation des autorités de la concurrence. — (AFP)

Énergie

Rosatom perd son contrat pour une centrale nucléaire en Finlande Le consortium finlandais Finnovoima a annoncé, lundi 2 mai, son contrat avec le géant russe Rosatom pour construire un réacteur nucléaire dans le nord du pays, provoquant l'indignation de la guerre en Ukraine. Estimé à 15 milliards d'euros, ce projet était l'un des plus importants

charniers industriels impliquant un groupe russe dans l'Union européenne. — (AFP)

BP accuse une perte massive à cause de sa sortie du russe Rosneft Le britannique BP a annoncé, mardi 3 mai, enregistrer une perte nette de 20,4 milliards de dollars (19,4 milliards d'euros) au premier trimestre, à cause de son retrait du capital du russe Rosneft, et malgré la flambée des cours du pétrole. — (AFP)

Finances

La Banque postale a lancé son OPA sur CNP Assurances Lundi 2 mai, La Banque postale a annoncé l'ouverture de son offre publique d'achat (OPA) simplifiée sur CNP Assurances, une opération présentée fin octobre 2021 et visant à créer un grand pôle financier public. Le prix proposé aux actionnaires est de 20,50 euros par action. La Banque postale détient à ce jour près de 16 % du capital de CNP Assurances. — (AFP)

Alors que les cours des matières premières flambent, les restrictions aux exportations se multiplient, accentuant les tensions sociales

L'Américain McDonald's n'échappe pas à la crise alimentaire. La chaîne de restauration rapide a annoncé début avril qu'elle a commencé à rationner les tranches de tomates dans ses hamburgers en Angleterre. Une pénurie provoquée par la baisse de la production aux Pays-Bas et par l'arrêt des exportations depuis le Maroc, qui veut contenir la hausse des prix de ce fruit très consommé pendant le ramadan.



Alors que les prix des denrées alimentaires ont augmenté à des niveaux sans précédent depuis 2008, les restrictions aux exportations se multiplient dans le monde. Dix-neuf pays en ont imposé ces dernières semaines, contre trois seulement au lendemain de l'invasion de l'Ukraine par la Russie, le 24 février, selon l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (International Food Policy Research Institute, Ifpri), bloquant ainsi les exportations de l'équivalent de 17,3 % des calories échangées dans le monde.

« Production stable »

Les pommes de terre ne peuvent plus sortir d'Iran, les haricots et l'huile de moutarde restent bloqués en Turquie. Alors que le commerce d'huile de tournesol est perturbé par la guerre russe en Ukraine (les deux pays contrôlent 80 % de la production mondiale), l'Indonésie a annoncé fin avril des restrictions sur les exportations d'huile de palme, utilisée dans certaines pâtes à tartiner ou le shampoing. « Dans certains pays, les populations urbaines qui souffrent de la hausse des prix alimentaires ont un poids politique plus important que les agriculteurs ou les propriétaires terriens, explique David Laborde, chercheur à l'Ifpri. Or, ces mesures de restriction permettent de faire baisser les prix sans rien coûter au gouvernement. »

Celles-ci bénéficient aux consommateurs locaux, tout en augmentant les cours et la volatilité des marchés dans le reste du monde. A cela s'ajoute la hausse du prix des engrais, dont la production dépend du gaz naturel, et les perturbations du transport maritime qui augmentent les tarifs du fret. « Au cours des prochaines années, de nombreux pays à bas revenus en Afrique du Nord, en Asie et au Proche-Orient feront face à des risques de famine et de malnutrition », affirme la Banque mondiale dans son rapport *Commodity Markets Outlook*, publié fin avril. L'institution sise à Washington a calculé que les prix alimentaires avaient augmenté de 84 % entre avril 2020 et mars 2022.

« Les restrictions aux exportations peuvent aussi avoir des effets pervers sur la production locale, ajoute M. Laborde. Car les agriculteurs qui ne tirent pas profit des cours mondiaux élevés doivent tout de même payer des engrais plus chers et peuvent être tentés de moins planter pour les récoltes suivantes. » Dans le commerce de produits agricoles non périssables, les coopératives ou les négociants peuvent même choisir de ne rien vendre en attendant la levée des restrictions aux exportations.

Une situation qui diminuerait l'offre et aggraverait la crise alimentaire. « Pour l'instant, la production agricole est relativement stable et il n'y a pas de pénurie, affirme Arnaud Petit, le directeur exécutif du Conseil international des céréales (IGC), une organisation intergouvernementale basée à Londres. Les risques de crise alimentaire sont plutôt liés à l'augmentation des tarifs et au dérèglement des chaînes d'approvisionnement. »

Faciliter l'information

Selon l'IGC, le commerce mondial de blé devrait se situer aux alentours de 193 millions de tonnes en 2022 et 2023, un niveau inférieur d'à peine un million de tonnes par rapport à avant la guerre en Ukraine. Les exportations de denrées alimentaires en provenance de Russie ne sont pas visées par les sanctions et l'Ukraine parvient à utiliser deux ports sur la mer Noire ainsi que le transport ferroviaire. Les approvisionnements de blé en provenance des deux pays vont certes diminuer, mais ils devraient être en grande partie compensés par une hausse des exportations depuis l'Inde ou l'Amérique du Nord.



« Le commerce est une composante essentielle de la sécurité alimentaire », explique Edwini Kessie, le directeur de la division de l'agriculture et des produits de base à l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Les restrictions aux exportations ne sont autorisées que si elles sont temporaires et que la situation intérieure l'exige. » Gloria Abraham Peralta, l'ambassadrice du Costa Rica auprès de l'OMC chargée des négociations sur l'agriculture, devrait exhorter les pays membres de l'organisation à « intensifier leurs engagements » lors de la Conférence interministérielle prévue en juin.

L'une des propositions consiste à exempter le Programme alimentaire mondial des mesures de restriction. Les craintes de pénurie doivent aussi être dissipées pour éviter d'exacerber le protectionnisme agricole. « Quand les marchés sont nerveux, les prix augmentent de manière injustifiée », a expliqué récemment Marion Jansen, directrice du département commerce et agriculture à l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), lors d'une réunion de l'OMC consacrée à la sécurité alimentaire. Pour éviter que les décideurs politiques ne restreignent les exportations et que la hausse des prix se poursuive, il faut encourager l'utilisation du Système d'information sur les marchés agricoles. »

Ce système mis au point par plusieurs organisations internationales dont l'OCDE fournit une information précise et transparente pour éviter que les Etats cèdent à la panique. Mme Jansen a regretté que le chiffre de 30 % des exportations mondiales de blé assurées par la Russie et l'Ukraine, largement relayé dans les médias, ait alimenté la crainte infondée d'une pénurie : « Les banquiers centraux sont prudents quand ils parlent d'inflation, faisons de même quand nous parlons du prix des aliments. »

[Retour à la table des matières](#)



La pire sécheresse « jamais vécue » ravage la vie des nomades somali

La Presse – 2022-05-05 – p. ACTUALITÉS_23

Par : Aymeric Vincenot, Agence France-Presse

LE MONDE EN BREF

« Restreindre l'accès à l'avortement ne réduit pas le nombre d'actes – cela mène les femmes et les jeunes filles à avoir recours à des actes dangereux. »

— Le patron de l'Organisation mondiale de la santé, Tedros Adhanom Ghebreyesus, a lancé un appel en faveur du droit à l'avortement sur son compte Twitter, mercredi. (AFP)



Arménie

Nouvelles manifestations contre le gouvernement



L'Arménie est le théâtre depuis plusieurs jours de manifestations appelant à la démission du premier ministre Nikol Pachinian, que des opposants accusent de vouloir abandonner l'enclave séparatiste du Nagorny-Karabakh à l'Azerbaïdjan.

— Agence France-Presse

Éthiopie

La pire sécheresse « jamais vécue » ravage la vie des nomades somalis



PHOTO EDUARDO SOTERAS
AGENCE FRANCE-PRESSE

Quasiment pas une goutte de pluie depuis 18 mois. À Hargududo, village de la région de Somali, en Éthiopie, les habitants montrent à l'AFP les cadavres desséchés de

+ WEB

LISEZ
d'autres nouvelles

Afrique du Sud

Quasiment pas une goutte de pluie depuis 18 mois. À Hargududo, village de la région de Somali, en Éthiopie, les habitants montrent à l'AFP les cadavres desséchés de chèvres, vaches ou ânes, éparpillés non loin des modestes huttes aux toits de chaume.

page actualités_23

En ce mois d'avril, théoriquement l'un des plus arrosés de l'année, l'air est brûlant et sec. La terre est poussiéreuse et stérile.

Une grande partie des bêtes des quelque 200 familles semi-nomades du village ont péri. « Ceux qui avaient, disons 300 chèvres avant la sécheresse, n'en ont plus que 50 ou 60. Chez certains, [...] aucune n'a survécu », explique un villageois, Hussein Habil, 52 ans.

Insécurité alimentaire

Depuis la fin de 2020, ici, comme dans d'autres régions du sud du pays, en Somalie ou au Kenya voisins, il n'a pratiquement pas plu. En Éthiopie, cette catastrophe humanitaire s'ajoute à celle engendrée dans le nord par le conflit dans la région du Tigré.



Le bureau des Affaires humanitaires de l'ONU (Ocha) estime qu'en Éthiopie, entre 5,5 et 6,5 millions de personnes (soit entre 5 et 6 % de la population) sont en grave insécurité alimentaire en raison de la sécheresse.

Selon l'Ocha, la sécheresse actuelle a tué près de 1,5 million de têtes de bétail dans ce pays, dont près des deux tiers dans la région de Somali, « et l'état physique des animaux survivants s'est gravement détérioré, diminuant leur valeur sur le marché ».

Sédentarisation forcée

Aux populations nomades ou semi-nomades de cette région aride et hostile, le bétail procure nourriture et revenus, mais il constitue aussi toutes leurs économies.

« Nous étions de purs nomades avant cette sécheresse : on dépendait des animaux pour la viande, le lait et on les vendait », indique Tarik Mohamed, 50 ans, éleveuse d'Hargududo.

« Mais de nos jours, la plupart d'entre nous » se sédentarisent, « il n'y a plus d'avenir dans le pastoralisme, parce qu'il n'y a plus de troupeaux », poursuit-elle amèrement, « notre vie nomade est terminée ».

En asséchant les puits et en raréfiant les pâturages, ce que ces éleveurs de la région somali décrivent comme la « pire sécheresse jamais vécue » anéantit le bétail, pivot de leur mode de vie désormais menacé.

Et c'est toute une société qui se délite : des villages qu'il faut quitter pour la ville, des familles qui éclatent, des enfants qui sont négligés parce qu'il faut sauver ce qu'il reste des bêtes, indispensables à la survie.

[Retour à la table des matières](#)



L'Inde interdit les exportations de blé, le G7 s'alarme d'une aggravation de la crise

Radio-Canada – 2022-05-14

Par : Agence France-Presse

<https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1883607/exports-cereale-penurie-aliments-agriculture-g20>

L'Inde a annoncé samedi interdire les exportations de blé face à la baisse de sa production, due notamment à des vagues extrêmes de chaleur, une décision qui va « aggraver la crise » d'approvisionnement en céréales avec la guerre en Ukraine, s'alarme le G7.

Deuxième producteur de blé au monde, l'Inde a décidé d'interdire les exportations de cette denrée, sauf autorisation spéciale du gouvernement, afin d'assurer la sécurité alimentaire de ses 1,4 milliard d'habitants.

Les contrats d'exportation conclus avant le décret pourront être honorés, la mesure ne concernant que les exportations futures. Pour ces dernières, l'Inde approuvera au cas par cas les demandes d'autres pays afin de répondre à leurs besoins.

Un marché sous forte tension

Réunis à Stuttgart, en Allemagne, les ministres de l'Agriculture du G7 ont aussitôt critiqué cette décision, qui intervient alors que le marché mondial du blé est déjà sous forte tension du fait du conflit ukrainien.

Si tout le monde commence à imposer de telles restrictions à l'exportation ou même à fermer les marchés, cela ne fera qu'aggraver la crise et cela nuira aussi à l'Inde et à ses agriculteurs, a déclaré le ministre allemand de l'Agriculture, Cem Özdemir, à l'issue d'une réunion avec ses homologues.

« Nous nous sommes prononcés contre des restrictions d'exportation et appelons à maintenir les marchés ouverts [...]. Nous appelons l'Inde à prendre ses responsabilités en tant que membre du G20. »

— Une citation de Cem Özdemir, ministre allemand de l'Agriculture

Lancée le 24 février, l'offensive militaire russe en Ukraine perturbe gravement l'activité agricole dans les campagnes de ce pays qui était jusque-là le quatrième exportateur mondial de maïs et en passe de devenir le troisième exportateur de blé.

En raison du blocus imposé aux ports ukrainiens, une vingtaine de tonnes de céréales attend dans les silos d'être exportée et la récolte de cette année est menacée.

La hausse des prix et les pénuries font ainsi planer un risque de famine et de troubles sociaux en particulier dans les pays les plus pauvres qui importent massivement leurs besoins en céréales.

Ce contexte fait en outre craindre des mesures protectionnistes de la part des pays exportateurs : fin avril, l'Indonésie, premier producteur d'huile de palme au monde, en a interdit les exportations afin de contenir la flambée des prix sur le marché intérieur et les pénuries.



Jusqu'à ce samedi, l'Inde avait pour sa part exprimé sa disposition à venir en aide aux marchés mondiaux en cas de problèmes d'approvisionnements.

Nos agriculteurs se sont assurés de prendre soin non seulement de l'Inde, mais de l'ensemble du monde, avait dit le mois dernier le ministre du Commerce et de l'Industrie, Piyush Goyal.

Le pays avait indiqué vouloir porter ses exportations annuelles de blé, à compter du 1er avril, de 7 à 10 millions de tonnes, apportant un peu d'air au secteur.

Des vagues extrêmes de chaleur

Jeudi, New Delhi avait par ailleurs annoncé que des délégations allaient se rendre dans plusieurs pays d'Afrique du Nord, en Turquie, au Vietnam, en Thaïlande ou encore au Liban pour étudier les pistes de renforcement des exportations de blé depuis l'Inde. Il n'était pas clair samedi si ces déplacements étaient maintenus.

L'annonce de New Delhi intervient alors que l'Inde est confrontée depuis deux mois à des vagues extrêmes de chaleur: le pays a connu le mois de mars le plus chaud de son histoire, et la canicule s'est poursuivie ces dernières semaines avec des températures parfois supérieures à 45 degrés.

Selon des experts du changement climatique, l'Inde devrait être de plus en plus fréquemment touchée par de telles vagues de chaleur.

Plus tôt ce mois, le gouvernement avait indiqué que ces conditions climatiques allaient entraîner, pour la première fois en six ans, une baisse de la récolte de blé, d'au moins 5 % par rapport à 2021. Quelque 110 millions de tonnes avaient été récoltées l'an dernier.

Samedi, les ministres de l'Agriculture réunis à Stuttgart ont eux recommandé d'évoquer la décision indienne lors de la réunion des chefs d'État et de gouvernement du G7 en juin, où l'Inde sera présente en tant qu'invitée.

[Retour à la table des matières](#)



Sécheresse en Éthiopie : La famine guette des millions de personnes

La Presse + – 2022-05-15 – p. ACTUALITÉS_20

Par : Janie Gosselin, Agence France-Presse



Les carcasses décharnées de chèvres, d'ânes et de vaches sont devenues des images courantes dans le sud-est de l'Éthiopie, en proie à une sécheresse extrême. Faute d'eau et de pâturage, le bétail meurt, privant les habitants de leur source de revenus et de nourriture. La famine menace maintenant des millions de personnes en Afrique de l'Est.

page actualités_20

« Quand la vie des gens dépend du bétail, si rien n'est fait pour prévenir les conséquences des sécheresses et aider les gens, c'est très, très difficile », dit le directeur d'Oxfam en Éthiopie, Gezahegn Kebede Gebrehana, joint par téléphone à Addis-Abeba.

L'organisme a à l'œil trois zones particulièrement affectées du pays. Par exemple, dans la région de Somali, dans le sud-est de l'Éthiopie, pratiquement pas une goutte de pluie n'est tombée depuis plus de 18 mois.

Les pays voisins de la Corne de l'Afrique sont aussi frappés par les temps arides. La Somalie est à risque de famine dans les six prochains mois, a averti le Programme alimentaire mondial de l'ONU, et au Kenya, un demi-million de personnes sont menacées par la faim.



En Éthiopie, de 5,5 à 6,5 millions de personnes vivent une grave insécurité alimentaire liée à la sécheresse, selon le bureau des Affaires humanitaires de l'ONU (OCHA).

Crise sur fond de crises

Il s'agit d'une nouvelle strate ajoutée à une situation humanitaire déjà fragile. Le conflit au Tigré, dans le nord de l'Éthiopie, a fait plus d'un demi-million de morts en deux ans, et il contribue à paralyser les services ailleurs au pays. Des violences interreligieuses secouent différentes communautés. La COVID-19 a apporté son lot de difficultés. Et la flambée planétaire des prix n'a pas épargné l'État d'Afrique de l'Est...

Les répercussions mondiales de la crise en Ukraine sont très visibles. On le ressent clairement, avec l'escalade des prix, parce qu'un pays comme l'Éthiopie est dépendant des exportations pour la nourriture. Et les prix du carburant grimpent de façon marquée. Les choses sont terribles, pour être honnête.

Gezahegn Kebede Gebrehana, directeur d'Oxfam en Éthiopie

Les prix négociés le matin par Oxfam pour différentes marchandises peuvent augmenter la journée même, illustre-t-il. Le prix du carburant rend aussi plus coûteux l'acheminement de l'eau potable en camion dans différentes régions du pays.

Changements climatiques

Le rude climat dans l'est de l'Afrique n'est pas nouveau. Mais depuis 2005, la sécheresse est devenue un phénomène plus fréquent, passant d'un épisode tous les six ans à un tous les trois ans, selon le dernier rapport du Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat (GIEC).

Nous savons que ces sécheresses se répètent tous les deux ou trois ans, donc en plus de nos activités pour sauver des vies, nous croyons qu'il faut investir dans des activités qui vont accroître la résilience et les capacités des communautés pour faire face à une crise future.

Gezahegn Kebede Gebrehana, directeur d'Oxfam en Éthiopie

M. Gebrehana déplore que l'aide soit mobilisée par le conflit dans le nord du pays.

Les gouvernements sont bien au fait des changements climatiques, note Christopher Gore, professeur à la Toronto Metropolitan University. Ses travaux portent sur la politique et l'environnement, notamment en Afrique subsaharienne. « La communauté internationale regarde très attentivement et met en place différents programmes pour les fermiers, afin d'essayer de leur offrir du soutien pour s'adapter aux changements climatiques, pour changer les pratiques et introduire de nouvelles cultures plus adaptées au climat », dit-il.

Même dans les pays plus riches, la sécheresse soulève l'inquiétude. En France, par exemple, les agriculteurs craignent maintenant de perdre une partie importante des récoltes si la pluie n'est pas rapidement au rendez-vous.



Mais les pays comme l'Éthiopie, l'un des plus pauvres de l'Afrique et dont une large proportion de la population dépend de l'agriculture et du bétail, sont particulièrement vulnérables aux rigueurs du climat.

Et même les années plus pluvieuses ne règlent pas nécessairement le problème, rappelle M. Gore. « Une prédiction à long terme est qu'il y aura de forts volumes de pluie dans la région, mais pas sous une forme qui rend les choses meilleures ou plus faciles. Ce seront souvent des pluies intenses et destructrices, causant par exemple des inondations ou balayant les récoltes », dit-il, précisant que les sécheresses ne disparaîtront pas pour autant.

[Retour à la table des matières](#)



Actualité à surveiller



Nouveaux records dans le monde en 2021

La Presse – 2022-05-05 – p. ACTUALITÉS_23

Par : Agence France-Presse

LE MONDE EN BREF

« Restreindre l'accès à l'avortement ne réduit pas le nombre d'actes – cela mène les femmes et les jeunes filles à avoir recours à des actes dangereux. »

— Le patron de l'Organisation mondiale de la santé, Tedros Adhanom Ghebreyesus, a lancé un appel en faveur du droit à l'avortement sur son compte Twitter, mercredi. (AFP)



Arménie

Nouvelles manifestations contre le gouvernement



L'Arménie est le théâtre depuis plusieurs jours de manifestations appelant à la démission du premier ministre Nikol Pachinian, que des opposants accusent de vouloir abandonner l'enclave séparatiste du Nagorny-Karabakh à l'Azerbaïdjan.

— Agence France-Presse

Afrique du Sud



PHOTO EDUARDO SOTERAS
AGENCE FRANCE-PRESSE

Éthiopie

La pire sécheresse « jamais vécue » ravage la vie des nomades somalis

Quasiment pas une goutte de pluie depuis 18 mois. À Hargududo, village de la région de Somali, en Éthiopie, les habitants montrent à l'AFP les cadavres desséchés de

Avant même la guerre en Ukraine, l'insécurité alimentaire aiguë a atteint un nouveau sommet en 2021, frappant près de 40 millions de personnes supplémentaires sous l'effet des conflits, des crises climatiques et chocs économiques, alerte mercredi le réseau mondial sur les crises alimentaires. L'an dernier, 193 millions de personnes dans 53 pays se trouvaient en situation d'insécurité alimentaire aiguë, avec un besoin d'aide d'urgence pour survivre. Cela signifie que, même avec une assistance, beaucoup ont souffert de malnutrition aiguë, indiquent les 17 acteurs de ce réseau, créé en 2016 par l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le Programme alimentaire mondial (PAM), l'Union européenne et des ONG. Cette classification englobe les niveaux 3 à 5 de l'échelle internationale de la sécurité alimentaire : « crise », « urgence » et « catastrophe ». Même si l'élargissement de la couverture géographique tire les chiffres vers le haut, ils n'ont cessé de croître « à un rythme alarmant », « avec des hausses ininterrompues chaque année depuis 2018 » et un record en 2021, souligne le PAM.

[Retour à la table des matières](#)